



## Édito

### UN SALE COUP POUR ARIEL SHARON

*Même si Yasser Arafat n'a jamais vraiment fait l'unanimité, y compris dans son peuple, son effacement de la scène politique risque d'avoir des conséquences tout à fait imprévisibles sur l'évolution du conflit israélo-palestinien. Son éventuelle disparition pourrait en effet donner lieu à des rivalités et luttes de pouvoir acharnées à l'intérieur de son parti, le Fatah, ainsi qu'à une période de troubles dans les rues de Gaza et de Cisjordanie. On voit ainsi à quel genre de problèmes peut conduire l'autoritarisme d'un homme d'État, quand il n'est pas contrebalancé par un partage réel-*

*lement démocratique des pouvoirs.*

*Quoi qu'il en soit, le retrait de Yasser Arafat n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour le premier ministre israélien, même si celui-ci semble apparemment en position de force. Car, si Ariel Sharon est en train de perdre son principal adversaire, il voit également disparaître avec lui le cœur de son argumentation qui consistait à marteler sans cesse qu'Israël n'avait pas d'interlocuteur valable en la personne de Yasser Arafat. Face à une nouvelle Autorité palestinienne, il ne pourra donc plus se dérober et refuser le principe de négociation, comme il l'a fait jusqu'à présent.*

*Le premier ministre israélien sait également qu'en cas de disparition du leader palestinien, la communauté internationale le poussera certainement à reprendre la "feuille de route", abandonnée lors de la seconde intifada. Ce qui compromettrait considérablement ses plans, puisqu'en se débarrassant du nid d'insécurité que représente la bande de Gaza, il espérerait consolider son emprise sur la Cisjordanie, désormais délimitée par un mur de béton et de fils barbelés.*

*Les partisans du camp de la paix ont donc toutes les raisons de croire aujourd'hui en des jours meilleurs pour le peuple palestinien, même si l'on peut trouver regrettable qu'il faille finalement le départ de son principal défenseur pour envisager la reprise du dialogue et de la concertation.*

Pascal ANDRÉ

## VERS un impôt mondial

**A**vec Paul VI et son encyclique "Populorum progressio" (...), le discours de l'Église s'ouvre à une véritable dimension planétaire, bien avant qu'il ne soit question de "mondialisation" ou de "globalisation". Publié en la fête de Pâques 1967, ce document appelle à faire grandir ensemble "tout l'homme" et "tous les hommes".

Parlant de la nécessaire collaboration internationale qui doit conduire un jour à une "autorité mondiale" en mesure d'agir efficacement sur les plans juridique, économique et fiscal, le texte se fait insistant au nom d'urgences qu'il est impossible de taire : "Il faut aussi le redire : le superflu des pays riches doit servir aux pays pauvres. La règle qui valait autrefois en faveur des plus proches doit s'appliquer aujourd'hui à la totalité des nécessiteux du monde." (...)

Un synode général d'évêques, réuni à Rome en 1971 pour réfléchir à la "justice dans le monde", reviendra sur ces thèmes en donnant son appui aux objectifs de la seconde décennie du développement dont les résultats seront décevants : "Que les buts de la seconde décennie du développement [...] soient encouragés comme première ébauche d'une imposition progressive et d'un système économique et social pour le monde entier. Nous déplorons tout reniement; de la part des pays riches, de cet idéal de partage et de responsabilité planétaires."

Dons, commerce équitable, ouverture des frontières, aide de toutes sortes, remise de dettes aujourd'hui, toutes ces demandes restent d'actualité. Spécialement la nécessité d'inventer des voies inédites pour parvenir à la perception d'impôts planétaires. Mais la résurgence de l'hydre terroriste, le besoin de sécurité et le sentiment de peur devant le choc des civilisations confortent aujourd'hui l'égoïsme des nantis. (...)

C'est pourquoi il convient de louer l'initiative des présidents Chirac et Lula de relancer le débat, en coopération avec l'Espagnol Luis Zapatero et le chilien Ricardo Lagos. À la tribune de l'ONU, le 20 septembre dernier, devant Kofi Annan et une cinquantaine de chefs d'État, cette nouvelle "bande des quatre" a présenté des propositions de type fiscal pour renforcer la lutte contre la faim, la pauvreté et les graves pandémies qui ravagent les pays pauvres. L'aide au développement n'atteint que 60 milliards de dollars (...). Il faudrait trouver encore une somme équivalente pour enclencher un processus vertueux. Ce qui est proposé en urgence, c'est, en somme, un impôt mondial qui peut prendre diverses formes : taxe sur les transactions financières, impôt additionnel sur les multinationales, prélèvement sur le commerce des armes, taxes sur le carbone ou le transport aérien. (...) Ce qui importe, c'est l'assise la plus universelle possible de la matière imposable et sa relative indépendance par rapport aux fluctuations de la conjoncture économique.

Henri MADELIN  
Ancien rédacteur en chef d'Études

Texte paru dans "La Croix" du 19 octobre 2004, p.26.

## LA QUESTION

# AL-QAEDA

## Mythe ou réalité ?

**N**otre perception nous joue parfois des tours. Elle crée des peurs irraisonnées et des angoisses non fondées.

**Ainsi n'y a-t-il pas plus de risques d'être victime d'un acte terroriste aujourd'hui qu'auparavant. C'est ce qui ressort du livre "Le Mythe Al-Qaeda" (Ed. Mols) de Rick Coolsaet, professeur à l'Université de Gand.**

que les premières victimes du terrorisme fondamentaliste ou musulman, ce ne sont pas les Occidentaux, mais les musulmans eux-mêmes. En effet, quand on analyse l'activité terroriste depuis les années 1980, on constate que celle-ci a fait des centaines de milliers de morts en Algérie, en Égypte, en Tunisie et en Arabie Saoudite.

à plusieurs moments de l'histoire. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans les années 1930, avons-nous déjà vécu ce genre de situation, avec la même panique existentielle. À chaque fois, une partie de la population se sentait mise de côté. C'étaient les travailleurs à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les chômeurs dans les années 1930 (suite au krach boursier) et la communauté musulmane aujourd'hui. Ce qui me frappe quand je lis les discours des leaders musulmans, c'est cette impression qu'ils ont d'être l'objet d'une nouvelle croisade. Or c'est justement ce sentiment d'humiliation et de marginalisation qui, comme par le passé, fournit aux groupuscules terroristes un terrain fertile leur permettant de se légitimer. Voilà pourquoi il ne suffit pas de combattre le terrorisme par les armes. Il faut également extirper ce sentiment de marginalisation. L'objectif est de retrouver, dans le dialogue entre Occidentaux et musulmans, ce qui nous rapproche plutôt que ce qui nous sépare.

David LAURENSIS  
(D'après une interview réalisée dans les studios de RCF-Bruxelles 107.4 FM)

"Le Mythe Al-Qaeda : le terrorisme symptôme d'une société malade", de Rick Coolsaet, Édition Mols, Collection "autres regards".

### Qu'entendez-vous par mythe ?

Le mythe doit être pris dans deux sens bien distincts. Il y a tout d'abord l'image véhiculée par les médias et selon laquelle Al-Qaeda serait une organisation internationale bien huilée, bien disciplinée, bien organisée et planifiant partout dans le monde des attentats terroristes. Or, cette Al-Qaeda - qui a réellement existé jusqu'au 11 septembre et la guerre en Afghanistan - n'existe plus aujourd'hui. Mais d'un autre côté, et c'est le deuxième sens du mot mythe, Al-Qaeda est devenue un fanion, un drapeau porté par des groupes ou des individus tout à fait disparates, sans lien entre eux et qui organisent des attentats à Casablanca, à Madrid ou encore à Beslan en Ossétie du Nord. Tous sont identifiables par le même discours, la même mythologie, le même rêve qu'ils ont de créer un grand califat. Et dans ce sens-là, la lutte contre le terrorisme est devenue beaucoup plus difficile, puisque ces groupes sont dispersés et délocalisés.

### Assistons-nous à une augmentation des actes terroristes ?

Dans une étude que nous avons réalisée récemment à l'Université de Gand, nous avons essayé de voir si nous assistions bien aujourd'hui à une flambée des activités terroristes dans le monde. Et nous avons constaté qu'en partant de 1977, date des premiers chiffres en la matière, il y avait bien eu une montée de l'activité terroriste jusqu'à la moitié des années 80, mais que, depuis lors, celle-ci avait fortement diminué. En fait, il n'y a jamais eu aussi peu d'activités terroristes qu'actuellement. La perception que nous avons tous et selon laquelle nous pouvons être à tout moment l'objet d'un attentat terroriste est donc basée sur une peur erronée et non fondée. Par contre, notre perception de l'autre a changé depuis ces événements. Du côté musulman et du côté non musulman, on est en train de se regarder comme des ennemis, alors qu'il n'en est rien. Je rappelle d'ailleurs

### Y a-t-il un rapport entre terrorisme et fondamentalisme religieux ?

Il est évident que le terrorisme dont on a le plus peur est d'inspiration religieuse, mais la religion en tant que telle n'explique pas tout. En effet, l'islam existe depuis quatorze siècles et il n'y a pas toujours eu ce terrorisme. Il faut donc se poser la question suivante : pourquoi maintenant ? Au cours de mes recherches, j'ai comparé les événements actuels avec des vagues similaires de terrorisme dans le passé. Et j'ai constaté que cette impression qu'il existe une grande organisation internationale planifiant des actes terroristes à travers le monde n'est pas nouvelle et qu'on la retrou-

